

6.5. LES AUTRES GRANDS CABINETS ET RÉSEAUX STRUCTURÉS

Fiteco

Fiteco

Siège social

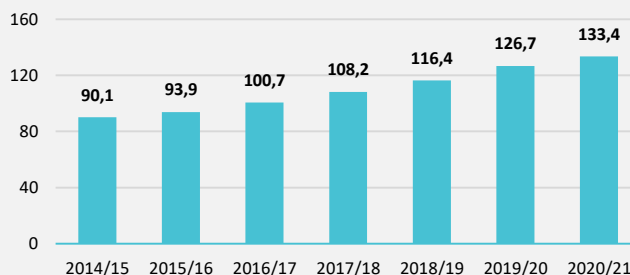
Parc Technopole, rue Albert Einstein
53810 Changé
France

Site Internet

www.fiteco.com

Chiffre d'affaires de Fiteco

Unité : million d'euros / Source : La Profession Comptable



Fiteco — Présentation générale du groupement

Chiffre d'affaires 2020/21	133,4 M€
Évolution sur un an	+5,3%
Effectifs total	1 433 pers.
Présence géographique	France
Chiffre d'affaires France (activités réglementées)	133,4 M€
CA « expertise comptable »	122,4 M€
% CA généré en France (act. regl.)	91,8%
CA « commissariat aux comptes »	11,0 M€
% CA généré en France (act. regl.)	8,2%
Effectifs salariés (France)	1 433 pers.
Nombre de bureaux France	76

Sources : Fiteco et La Profession Comptable

Présentation

Créé en 1967, Fiteco est l'un des 15 premiers cabinets français présents dans les métiers de l'expertise comptable, de l'audit et du conseil. Ses bureaux sont principalement implantés dans l'Ouest de la France et en région parisienne. Toutefois, Fiteco s'est engagé dans une dynamique de croissance sur le territoire national et a ouvert, début 2021, son premier bureau à Lyon en se rapprochant du groupe Auvallys.

Fiteco est membre du groupement de cabinets d'expertise comptable Fidunion, du groupement d'experts et d'avocats du monde agricole Agiragri (Fiteco a d'ailleurs créé une nouvelle marque fille, baptisée Fitagri, spécialisée dans le secteur agricole) et de l'association internationale de cabinets d'expertise comptable, de conseil et d'audit PrimeGlobal.

Activités et expertises sectorielles

Le cabinet compte plusieurs pôles dédiés, composés de spécialistes métiers qui interviennent aux côtés de ses experts-comptables : audit, fiscalité et juridique, patrimoine, social, création/reprise, transmission.

Disposant d'un large savoir-faire, il intervient auprès d'entreprises, associations, professions indépendantes et/ou libérales issues de nombreux secteurs : commerce, agriculture, médico-social, BTP/artisanat, HCR, distribution, services publics, transports, etc.

Solutions de dématérialisation

Le cabinet accompagne ses clients dans leur digitalisation en proposant le service MyFiteco, qui facilite le pilotage, la facturation, la gestion comptable et la paie des entreprises.

Fiteco — Présentation générale du groupement

Présentation des activités de Fiteco

Les activités de Fiteco s'articulent autour de 7 grandes catégories de prestations :

- la **création/reprise** : Fiteco propose un accompagnement global à la création d'entreprise. Ses services incluent l'étude et l'analyse du projet (faisabilité, *business plan*, conseil aides et subventions, statut juridique, etc.), l'accompagnement du projet (recherche de financement, formalités administratives de création, etc.) et l'accompagnement post-crédation (conseil organisationnel, indicateurs de gestion, etc.). De la même manière, Fiteco propose un accompagnement en cas de reprise (définition du projet d'acquisition, lettre d'intention, audit d'acquisition, négociation, etc.) et durant la phase post-reprise (organisation administrative, comptable et sociale, indicateurs de gestion et tableaux de bord, etc.) ;
- le **social** : l'accompagnement de Fiteco dans le domaine social couvre la gestion de la paie (création des fiches des salariés, formalités et suivi des mouvements du personnel, élaboration des bulletins de salaire, télétransmission des déclarations et télépaiement des charges sociales). Au-delà, Fiteco a constitué des équipes de spécialistes de l'univers du social pour proposer du conseil social (vie du contrat de travail, social du collectif, social du dirigeant, veille sociale, audit social, etc.) ;
- le **juridique** : Fiteco met à disposition des entreprises des juristes pour effectuer des missions de secrétariat juridique (accompagnement dans la préparation et la tenue des AG, secrétariat juridique extraordinaire lors de modifications des statuts ou des opérations liées à des modifications d'associés). Fiteco propose par ailleurs du conseil juridique au niveau de la création juridique de l'entreprise et durant toute la durée de vie de la structure ;
- la **fiscalité** : Fiteco est également positionné dans le conseil fiscal. Il prend notamment en charge la télé-déclaration et le télépaiement de l'ensemble des taxes (TVA, IS, CVAE, taxes assises sur les salaires, etc.), et propose d'autres services annexes (gestion des déclarations de plus-values et contributions sociales en cas de cession de l'entreprise, par exemple) ;
- le **patrimoine** : Fiteco est présent dans l'organisation patrimoniale et le conseil retraite et prévoyance (audit de protection sociale, analyse des contrats prévoyance/retraite, etc.) ;
- la **transmission** : l'accompagnement de Fiteco en cas de cession à un tiers ou de transmission familiale repose sur un diagnostic de l'entreprise à transmettre, l'évaluation de sa valeur marchande, l'émission d'un rapport détaillé et l'assistance à la négociation ;
- l'**audit** : membre de la CRCC d'Angers, Fiteco est présent tant dans l'audit légal (certification des comptes) que l'audit contractuel (intervention sur demande généralement dans le cadre de décisions stratégiques nécessitant une appréciation indépendante).

MyFiteco, la solution de dématérialisation de Fiteco

Depuis 2017, le cabinet a lancé MyFiteco, une solution d'aide à la dématérialisation de la comptabilité et de la paie pour les entreprises. Véritable outil de pilotage, MyFiteco permet :

- d'optimiser la gestion de l'entreprise : indicateurs clés de gestion, anticipation des flux de trésorerie, impayés, etc. ;
- de sécuriser les données : stockage des documents grâce à une GED personnelle, outil conforme aux textes en vigueur (RGPD), etc. ;
- de consulter et partager à tout moment l'ensemble des informations comptables, juridiques, fiscales et sociales et de simplifier les échanges avec Fiteco.

L'option devis & factures permet en outre de simplifier la gestion commerciale (création des devis, validation des factures, réalisation des factures en conformité avec les obligations légales, suivi et relance des factures non réglées, etc.).

SOURCES D'INFORMATION

Les organismes officiels

ANC

Autorité des normes comptables

www.anc.gouv.fr

CNCC

Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes

www.cncc.fr

CSOEC

Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables

www.experts-comptables.fr

ECF

Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes de France

www.e-c-f.fr

FCGA

Fédération des Centres de Gestion Agréés

www.fcga.fr

FFE

Fédération des Experts-Comptables Européens

www.fee.be

H3C

Haut Conseil du Commissariat aux Comptes

www.h3c.org

Indicateur Xerfi

Pour compléter ces sources officielles et apprécier au mieux l'évolution de l'activité des entreprises du secteur, **Xerfi** a créé un indicateur sur la base des comptes publiés d'un échantillon de sociétés représentatives du secteur. Par ailleurs, **Xerfi** a réalisé des prévisions économiques et financières sur l'évolution à court terme du secteur (modèle **Maps**).

La presse spécialisée

Actuel Expert-Comptable

Éditions Législatives

www.actuel-expert-comptable.fr

Bibliothèque

Centre de documentation des Experts-Comptables et des Commissaires aux Comptes

www.bibliothèque.com

Communication et Profession Comptable (CPC)

www.cpc-doc.com

Espace Innovation

www.espace-innovation.fr

La Profession Comptable

Éditions CPC

www.laprofessioncomptable.com

Les taux de change utilisés dans l'étude

Dollar américain

Taux de change moyen pour la période du 01/06/2020 au 31/05/2021 = 1,186783 USD

Taux de change moyen pour la période du 01/07/2020 au 30/06/2021 = 1,193383 USD

Taux de change moyen pour la période du 01/10/2020 au 30/09/2021 = 1,195725 USD

Taux de change moyen pour l'année 2021 : 1 EUR = 1,183525 USD

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Traitement statistique et méthodes de prévisions

Le champ de cette étude a été délimité en fonction du concept de « secteur », c'est-à-dire d'entreprises ayant la même activité principale. Il suit généralement la codification officielle mise en place depuis 1993 en France (la NAF).

Pour faciliter la lecture, nous avons utilisé les termes économiques sous leur acception la plus courante, telle qu'elle est employée en général dans la littérature économique. Nous avons cependant adopté pour certains concepts ou termes des définitions très rigoureuses, afin d'éviter des confusions qui entraîneraient des difficultés d'interprétation.

Ainsi, les mots « secteur » et « branche » seront utilisés dans la définition précise de la comptabilité nationale :

Secteur : appartiennent à un même secteur les entreprises qui ont la même activité principale.

Branche : la branche est constituée d'entreprises ou fractions d'entreprises (dans le cas où ces dernières ont des activités diversifiées) qui exercent une même activité, principale ou secondaire.

Le recoupement branche/secteur n'est jamais parfait. L'activité d'une profession peut être assurée par des entreprises dont l'activité principale se situe sur d'autres marchés et donc non prise en compte par le secteur. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons choisi le concept de branche, considéré comme l'indicateur le plus significatif pour analyser l'activité économique d'un ensemble de produits ou de services.

Cependant ces notions de secteur et de branche ne correspondent pas toujours à la réalité économique, telle qu'elle peut se concrétiser dans les organisations professionnelles. C'est pourquoi nous avons décidé d'utiliser également le terme de « PROFESSION » pour matérialiser ce sentiment d'appartenance à une communauté d'activité économique.

Nomenclatures d'activité

La nouvelle Nomenclature d'Activités Française (NAF), qui se substitue à la NAP (Nomenclature d'Activités et de Produits), a été élaborée dans l'optique de l'harmonisation des nomenclatures européennes. L'objectif principal consiste à améliorer la transparence de l'information économique. De fait, la NAF s'emboîte parfaitement avec les nomenclatures internationales :

CITI rev.4 : Classification Internationale Type par Industrie (ISIC en anglais) ; la quatrième révision de cette nomenclature d'activités a été adoptée par l'ONU en 2008 ;

Nace rev.2 : Nomenclature des Activités Économiques des Communautés Européennes ; la dernière révision de cette nomenclature a eu lieu en décembre 2006.

Sur certaines activités, nous avons constaté l'absence de correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Cette situation nous a contraints à en redresser les données statistiques afin de mieux préserver un champ d'analyse homogène. Si la nouvelle nomenclature constitue un outil précieux de classification des activités économiques sur le plan sectoriel, celles-ci peuvent aussi posséder des logiques économiques autonomes. Par conséquent, nous avons dû faire appel, chaque fois que nécessaire, à d'autres sources de données quantifiées, que ce soient des syndicats professionnels, des organismes d'études spécialisés. Dans de nombreux cas, Xerfi a été amené à effectuer ses propres estimations.

Traitement des données statistiques

Les données annuelles concernant l'évolution de l'activité sont le plus souvent issues des Statistiques Annuelles d'Entreprises (ESANE) ou des publications professionnelles.

Les données mensuelles utilisées pour le suivi économique de l'activité sont issues de la Banque de données macro-économiques (BDM) publiée par l'Insee. Deux types de données sont présentés par Xerfi :

- la série brute qui apporte, notamment, une information sur le caractère cyclique d'une activité ;
- le lissage de la série CVS (corrigée des variations saisonnières) qui reflète les tendances à court et moyen termes. La technique utilisée est celle de la moyenne mobile centrée.

Le traitement de **Xerfi** sur ces données est double :

- homogénéisation des séries statistiques par redressement ;
- calculs d'évolutions en glissement, dans le but de déterminer les tendances les plus récentes ;
- mise en valeur des cycles économiques ;
- dans une optique de réalisation d'estimations prévisionnelles, ces données chiffrées font l'objet de traitements internes, par des techniques quantitatives ou qualitatives (entretiens avec des professionnels).

Afin de mieux rendre compte du suivi d'une activité, un certain nombre de concepts économiques et statistiques est couramment utilisé.

Définition de certains concepts économiques et statistiques utilisés

Euros constants / production en volume : les mesures en euros constants permettent de neutraliser les effets des mouvements de prix. Par conséquent, dans le cadre de la quantification de la production, la terminologie employée est celle de production en volume.

La formule de calcul est la suivante : $\text{Ind en Euro cst} = \text{Valeur de la variable} / \text{Ind des prix}$

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires mesure le montant global des ventes de marchandises et de production de biens et de services, mesuré à leur prix de cession et réalisé au cours d'un exercice.

Facturations : les facturations sont l'expression en valeur (hors taxes) des livraisons effectuées par les entreprises. Elles peuvent être différentes du chiffre d'affaires pour deux raisons :

- les facturations excluent les marchandises revendues en l'état ;
- des divergences peuvent également exister en raison de décalages enregistrés dans les écritures comptables.

Consommation des ménages : selon le système élargi de la comptabilité nationale, la consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services, marchands et non-marchands, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains individuels.

Évaluée par produit, la consommation des ménages intègre l'ensemble des achats effectués par des ménages résidents ou non. Plus large que la notion de dépense, elle intègre l'autoconsommation, les avantages en nature, les loyers « fictifs » (logements occupés par leurs propriétaires ou par des personnes logées gratuitement), l'allocation logement, les sommes remboursées par la Sécurité Sociale suite à l'achat de médicaments. En revanche, elle n'inclut ni la valeur ajoutée domestique (bricolage, travail ménager...), ni les achats de ménages à ménages (comme les voitures d'occasion) : seules les marges commerciales des revendeurs sont comptabilisées.

La consommation des ménages est suivie annuellement par l'Insee. Soulignons particulièrement que les données publiées dans leur version définitive, le sont avec un décalage de trois ans.

Marché intérieur apparent : le MIA (exprimé en euros) permet de quantifier la demande sur le marché national. Il se définit comme suit :

$\text{MIA} = \text{Facturations} - \text{Exportations} + \text{Importations}$

Cependant, cette notion pourtant très pertinente doit être prise avec précaution. En effet, le MIA s'avère être un indicateur imparfait, et ce pour plusieurs raisons :

- les divergences entre les différents niveaux de prix (prix industriels pour les facturations, CAF pour les importations, FAB pour les exportations) ;
- les décalages dans les périodes d'enregistrement ;
- les divergences de champs. Les statistiques douanières totalisent le matériel neuf et d'occasion. Par ailleurs, il est souvent difficile de rapprocher les données issues des nomenclatures douanières des autres statistiques.

Taux de pénétration : il mesure l'étendue du marché intérieur apparent couvert par les importations, c'est-à-dire la part occupée par les opérateurs étrangers sur le marché national.

$$\text{Taux de pénétration} = (\text{Importations}/\text{MIA}) \times 100$$

Taux de croissance annuel moyen

$$\text{TCAM \%} = ((X_n/X_1)^{1/(n-1)} - 1) * 100$$

où X est la valeur et n le nombre des années

La méthode de lissage

Face à des fortes variations entre les valeurs d'une série, les tendances ont du mal à ressortir. Il peut être alors intéressant d'effectuer un lissage. La méthode de lissage retenue par **Xerfi** est le plus souvent la moyenne mobile centrée.

Méthodes de prévisions sectorielles

Les prévisions sur l'évolution de l'activité sont établies à partir de l'analyse des principales variables et d'une méthode générale d'élaboration des prévisions qui s'effectue en plusieurs étapes :

- détermination des cycles économiques de l'activité de la profession ;
- positionnement de la dernière donnée disponible dans le cycle ;
- étude de l'amont et de l'aval, qui s'effectue en deux étapes :
 - analyse de la conjoncture : ce qui permet de déterminer notamment pour l'aval l'évolution de la demande ;
 - analyse des rapports de force : il s'agit ici de déterminer dans quelle mesure les secteurs fournisseurs sont capables de répercuter sur une profession leurs variations de coûts (évolution des prix des matières premières) mais également la capacité d'une profession à faire porter sur l'aval ses propres variations de coûts ;
- examen du commerce extérieur :
 - analyse des importations : détermination du taux de pénétration des importations et anticipation de son évolution probable compte tenu notamment des évolutions des parités monétaires ;
 - analyse des exportations : évolution de la part des exportations dans la formation du chiffre d'affaires d'une profession et prévision de son évolution compte tenu de l'évolution des parités monétaires et de la conjoncture économique dans les différents pays ;
- prise en compte d'éventuels facteurs perturbateurs (bouleversements technologiques, apparition de nouveaux substituts...) ou exceptionnels capables de casser le cycle.

Si l'ensemble des prévisions est effectué au niveau sectoriel, les principales prévisions macro-économiques (issues des principaux instituts de prévisions) sont prises en compte.

Traitement Xerfi des données financières

Xerfi réalise depuis 1994 ses propres traitements pour produire des comptes et indicateurs économiques et financiers agrégés au plan sectoriel. La méthode a été développée et perfectionnée par **Xerfi** grâce à l'expérience cumulée sur plusieurs centaines de secteurs.

L'agrégation des comptes des sociétés est en effet l'une des clés majeures de passage du « micro » au « macro » par l'intermédiaire de la notion de « secteur ». Cette opération soulève néanmoins de très nombreux problèmes méthodologiques, conséquences tout à la fois des objectifs recherchés, de la qualité et de l'exhaustivité de l'information disponible. Les problèmes rencontrés ont exigé la mise en œuvre de méthodes spécifiques de sélection d'échantillon, et de traitement de l'information financière.

La disponibilité des comptes des sociétés

Rappelons que l'article 293 du décret sur les sociétés commerciales fait obligation à toute société par action de déposer au greffe du tribunal de commerce ses comptes annuels (bilan, comptes de résultats, annexes), son rapport de gestion. Ce dépôt des « liasses fiscales » doit normalement être effectué dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels par l'assemblée des actionnaires. Ces comptes sont publics et peuvent être obtenus directement auprès des greffes des tribunaux de commerce, ou par l'intermédiaire de multiples bases de données spécialisées.

Remarquons tout d'abord que le dépôt des comptes n'est pas obligatoire pour toutes les formes juridiques. Ainsi, à titre d'exemple, les S.N.C. (sociétés en nom collectif) ne sont pas tenues au dépôt de comptes. Par ailleurs, un nombre statistiquement important de comptes est déposé avec retard, ou pas déposé du tout, en infraction avec les dispositions de l'article 293.

L'identification de l'activité des sociétés

Chaque société se voit attribuer un Code APE (en nomenclature NAF). Le traitement statistique des liasses fiscales se heurte à l'existence de nombreuses erreurs d'identification par les Codes APE, soit parce que la liasse a été mal remplie, soit même parce que l'attribution du code NAF est erronée. Ces cas sont très fréquents, et seule une connaissance intime des entreprises appartenant à un secteur permet d'obtenir des échantillons homogènes par des procédures d'inclusion/exclusion de sociétés au code mal attribué. En effet, si l'impact statistique d'une société de petite taille est souvent négligeable, des erreurs sur des sociétés importantes peuvent entraîner des distorsions majeures.

La constitution des échantillons

Les difficultés rencontrées quant au traitement des liasses fiscales ont amené **Xerfi** à rejeter la méthode d'un traitement exhaustif et à l'aveugle des données sur les sociétés. Outre les non-dépôts et les erreurs d'attribution de code NAF, il convient encore de signaler parmi les principaux obstacles :

- des différences sensibles d'enregistrement de certains postes comptables selon les sociétés,
- des erreurs fréquentes d'imputation de lignes sur les liasses fiscales, et des lignes non renseignées,
- la non-disponibilité des comptes de certaines sociétés sur l'ensemble de la période,
- des évolutions erratiques de certains postes, liées à des phénomènes exceptionnels ou accidentels.

Xerfi a ainsi été amené à définir une méthode de sélection d'échantillons de sociétés représentatives des évolutions sectorielles.

Méthode de traitement de l'information sur les sociétés

La méthode mise en œuvre par **Xerfi** pour bâtir des indicateurs sectoriels a dû également prendre en compte les problèmes d'homogénéité et de qualité des informations contenues dans les liasses fiscales.

Xerfi a ainsi été amené à privilégier systématiquement le critère de pertinence technique des soldes et indicateurs construits par rapport à telle ou telle méthode orthodoxe d'analyse économique et financière. Nous avons, par exemple, été amenés à bâtir des soldes corrigés permettant tout à la fois de mieux rendre compte de la réalité sectorielle, et de contourner certains obstacles liés aux « défauts » de l'information primaire.

L'expérience du traitement des liasses fiscales révèle en effet que si les comptables remplissent soigneusement les lignes qui entraînent des conséquences fiscales, les informations intermédiaires ou complémentaires à caractère essentiellement statistique sont l'objet d'erreurs ou d'omissions extrêmement fréquentes (à titre d'exemple : confusions entre marchandises et production vendues, omissions sur la part à court terme de l'endettement, erreurs d'imputations sur les postes autres charges et autres produits, etc.)

Le traitement Xerfi des liasses fiscales

Postes et soldes de gestion	Correspondance lignes Cerfa n°30-3398
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	FL
Ventes de marchandises	FC
- Coût des marchandises.	-FS-FT
= MARGE COMMERCIALE (*)	
+ production vendue	FF + FI
+ production stockée	FM
+ production immobilisée	FN
= PRODUCTION (*)	
- Achats de mat. premières et approvisionnements.	FU
- Var. stocks de mat. prem. et approv.	FV
(= Coût des matières premières et approv.)	
= MARGE BRUTE	
- Autres achats et charges externes	FW
+Autres produits	FQ
- Autres charges	GE
= VALEUR AJOUTEE CORRIGEE	
+ Subventions d'exploitation	FO
- Impôts et taxes	FX
- Frais de personnel corrigés (1)	FY + FZ + HJ
= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	
Solde reprises - dotations aux provisions	FP - GB - GC - GD
- Dotations aux amortissements	GA
EXCEDENT NET D'EXPLOITATION	
+ Solde des opérations en commun	+ GH - GI
+ Produits financiers	GP
- Charges financières	GU
dont intérêts et charges assimilées	GR
(Solde des opérations financières)	GV
= RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	
+ Solde des éléments exceptionnels	HD - HH
- Impôt sur les bénéfices	HK
RESULTAT NET	HN

(*) Sur certains secteurs, les confusions entre les achats de matières et les achats de marchandises nous amènent à renoncer à calculer une marge commerciale. Le concept de « production » est alors remplacé par celui de « produit » (chiffre d'affaires + production stockée + production immobilisée) / (1) réintégration de la participation des salariés aux résultats ; les données sur le personnel extérieur à l'entreprise ne peuvent par contre pas être retraitées car elles ne sont pas statistiquement fiables.

Ratios de gestion

Postes et soldes de gestion	Correspondance lignes Cerfa
Rotation des stocks (en jours)	
<i>Pour les secteurs 50, 51, 52 372Z, 261J ou 574R</i>	
Marchandises/(achat + variation stocks de marchandises)*360	BT/(FS+FT)*360
<i>Pour tous les autres secteurs</i>	
Stocks/Chiffre d'affaires net * 360	(BL+BN+BP+BR+BT)/FL*360
Crédit Client (en jours)	
(Clients + effets portés à l'escompte non échus)/chiffre d'affaires TTC*360	(BX+YS)/(FL+YY)*360
<i>RQ : si YY n'est pas connu, YY est estimé à 19,6% du CA</i>	
Crédit fournisseur (en jours)	
Fournisseurs/achats TTC*360	DX/(FS+FU+FW+YZ)*360
<i>RQ : si YZ n'est pas connu, YZ est estimé à 19,6% de (FS+FU+FW)</i>	